



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°2024-462**

**portant levée de la mise en demeure faite à la société EURO BENGALE  
ORGANISATION pour les installations exploitées sur le territoire de la commune de  
Sauville (08390)**

---

**Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 91/2 du 23 décembre 1991 délivré à la société EURO BENGALE pour l'exploitation d'une installation de stockage d'engins pyrotechniques sur le territoire de la commune de Sauville, lieu-dit Le Bochet concernant notamment la rubrique 357 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 juillet 2016 actant notamment le reclassement des activités du site sous la rubrique 4220 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-113 du 9 mars 2023 portant mise en demeure faite à la société EURO BENGALE ORGANISATION de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées sur le territoire de la commune de Sauville (08390) ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement référencé NiL/DeF – n° 24/259 du 12 juillet 2024 dont une copie a été remise à l'exploitant concerné ;

**Considérant** ce qui suit :

1. Ont été réalisées les prescriptions contenues dans la mise en demeure faite à la société EURO BENGALE ORGANISATION, dont le siège social est situé La Halerie à Sauville (08390), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIREN 343 865 234, par arrêté préfectoral n°2023-113 du 9 mars 2023, pour les installations qu'elle exploite lieu-dit Le Bochet à Sauville (08390) dûment autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 91/2 du 23 décembre 1991 ;
2. Il y a lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-113 du 9 mars 2023 susvisé ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1er : objet

L'arrêté préfectoral n°2023-113 du 9 mars 2023 portant mise en demeure faite à la société EURO BENGALE ORGANISATION de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées sur le territoire de la commune de Sauville (08390) est abrogé.

### Article 2 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 3 : délais et voies de recours

En application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

### Article 4 : publicité

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

### Article 5 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société EURO BENGALE ORGANISATION et dont copie sera adressée au maire de la commune de Sauville.

Charleville-Mézières, le **26 JUL. 2024**

le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général,  
pour le secrétaire général absent,  
la sous-préfète de Sedan



Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA